

Investir en Roumanie

2003, 5^e édition

Avertissement

Ce recueil contient des informations mises à jour et complètes, portant sur tous les aspects du développement d'une affaire en Roumanie. Cette cinquième édition continue le succès des éditions des années précédentes, qui se sont montrées très utiles tant pour les autorités roumaines (le Président de la Roumanie, le Gouvernement, les ministères, les agences gouvernementales, les ambassades de la Roumanie à l'étranger etc.), les ambassades étrangères en Roumanie et les investisseurs privés, sans perdre de vue le fait que c'est la seule publication qui essaie de réaliser une présentation complète du cadre juridique roumain.

L'édition de 2001 du livre *Investir en Roumanie* (rédigée en anglais, français et roumain) a été logée par quelques sites adressés aux investisseurs roumains et étrangers: www.amcham.ro (le site de la Chambre Américaine de Commerce en Roumanie), www.securities.com (le site de l'Internet Securities Inc.) et <http://tpb.traderom.ro> (le site de Trade Point Bucarest du Centre de Commerce Extérieur, institution surveillée par le Ministère des Affaires Etrangères). De telles collaborations ont été également confirmées par cette édition de 2003.

Toutes les informations contenues dans ce livre, y compris les mises à jour trimestrielles, peuvent être trouvées aussi sur le site de Musat & Asociatii: <http://www.musat.ro>.

Les auteurs principaux qui ont prêté leur concours à la réalisation de ce livre sont Florentin Tuca, Gabriel Zbârcea, Catalin Baiculescu, Cornel Popa, Andreea Ionescu, Horatiu Dan Dumitru, Claudiu Munteanu-Jipescu, Sorin Vladescu, Dan Borbely, Ciprian Dragomir, Miruna Suciu, Cristina Metea, Mihaela Baiculescu, Raluca Tiparu, Robert Rosu et Ioana Onica.

Les informations contenues dans ce livre ne sont et n'ont pas pour but d'offrir de l'assistance juridique ou une opinion légale qui viennent à l'aide du lecteur, leur caractère étant général et portant sur le développement d'une affaire en Roumanie. Le marché économique est très dynamique en ce moment et c'est la raison pour laquelle les auteurs de ce livre souhaitent informer tous ceux qui envisagent d'investir ou de créer une société commerciale quelconque en Roumanie de solliciter tout d'abord de l'assistance professionnelle approfondie.

MUSAT & ASOCIATII
Bucarest, Roumanie
1^{er} octobre 2003

© Musat & Asociatii, 2003. Les informations contenues dans ce livre sont protégées par la législation relative au droit d'auteur de Roumanie et au niveau international. Nulle section de cette publication ne pourrait être reproduite, stockée ou transmise, quels que soient la forme et les moyens et ne pourrait faire l'objet des photocopies et des enregistrements, sans l'accord préalable de la société Musat & Asociatii.

Avant - propos

Voilà déjà quelque années qui viennent de s'écouler depuis la première publication de cet ouvrage et nous affirmons toujours que la Roumanie reste un pays qui n'est pas apprécié à sa juste valeur, des valeurs réelles sont encore à découvrir. Cette opinion est due aux images contrastantes et contradictoires sur la Roumanie. A la fin des années '70 et le début des années '80, la Roumanie était considérée comme une aile libérale du bloc soviétique. Vers la fin des années '80, une nouvelle image s'est créée suite à la récession économique causée par le régime stalinien appliqué par Nicolae Ceausescu. A la fin des années 80, la résistance contre l'oppression et la tyrannie s'est accrue et s'est concrétisée dans la révolution de 1989, événement commenté par les chaînes de télévision du monde entier.

Depuis, est née une nouvelle Roumanie ayant une image bien plus réelle, un pays plein de potentiel et de possibilités, mais dont le développement était empêché par les cinq décennies de mauvaise administration. Une nouvelle ouverture a dévoilé une force de travail ayant un niveau d'éducation très haut. Un pays où les coûts de production et industriels sont bas et qui bénéficie des terrains agricoles et des ressources importantes, sans oublier la population désireuse de rattraper les standards de vie bien plus élevés de l'Europe. Les dernières études confirment ce point de vue et, malgré le fait que la transition n'a pas été facile, des efforts positifs ont été enregistrés et les prévisions sont des plus en plus optimistes à long terme. Tandis que bien des gens regardent avec scepticisme la Roumanie de la perspective politique, il est certes que la Roumanie a le potentiel et surtout souhaite devenir un pays européen moderne. C'est l'unique direction. La différence majeure qui sépare la Roumanie des Etats de l'Europe Occidentale est la politique, et celle-ci est à présent stable et démocratique. Bien que le pays ait dû subir une transition violente du communisme à la démocratie et ait été prédisposé dans le passé à l'instabilité, c'est à présent de l'histoire ancienne, parce que les engagements au niveau européen ne permettent pas une autre direction.

L'attractivité de la Roumanie réside dans le climat politique stable et les lois vouées à attirer les investisseurs et les sociétés étrangères. De même, les investisseurs et les affaires étrangères ne doivent pas s'inquiéter pour un climat d'affaire rigide, parce que, même dans les conditions de la crise économique mondiale, le développement est une cible à atteindre. Les opportunités d'affaires y existent, elles n'attendent qu'à être exploitées. Le „secret” à connaître par toute société qui a l'intention de développer une affaire en Roumanie concerne les possibilités pour obtenir des profits réels auxquelles s'ajoutent la grandeur et les richesses du pays et les besoins de ses habitants qui la placent sur la meilleure position pour des investissements et pour le développement. Des lois ont été adoptées, afin de rendre la Roumanie un pays stable du point de vue juridique, à titre d'exemple, la loi permettant le rapatriement à 100% des profits nets après paiement des impôts. La lecture de l'ouvrage confirmera que les facilités et les bénéfiques les plus importants sont appliqués à ceux qui jouissent d'une assistance juridique adéquate.

Un autre avantage est la position géographique de la Roumanie, un pays situé au carrefour des voies faisant la liaison entre l'Europe de l'Ouest et la Fédération Russe, ainsi qu'avec le Proche et le Moyen Orient. Notre pays bénéficie d'un grand port à

la Mer Noire et son réseau hydrographique lui permet de communiquer avec un nombre très grand de pays et capitales européennes. Cette position centrale a aussi attiré les investisseurs étrangers intéressés à faire des affaires en Europe de l'Est ainsi que ceux qui souhaitent bénéficier de l'adhésion de la Roumanie à l'Union Européenne.

Nous sommes des avocats, pas de visionnaires, mais nous mettrons fin à cet avant-propos, en faisant une prédiction sur l'image de la Roumanie pour les cinq années à venir. L'image est celle d'une Roumanie qui se trouve au centre économique des Balkans, totalement intégrée à l'OTAN membre de l'Union Européenne. Un pays qui bénéficie d'une position stratégique, permettant facilement l'accès à plus de 200 millions de consommateurs sur une surface de 1,000 kilomètres. Un pays de 22 millions de potentiels clients! Un pays jouissant d'une croissance économique constante et stable du point de vue politique.

Une vision réaliste? Oui, parce que d'importants progrès ont été faits et cette étape continue. Oui, parce que tous les facteurs indiquent le fait que la Roumanie deviendra à nouveau une nation européenne moderne.

Espérons que cet ouvrage pourra transmettre ce message: si vous souhaitez avoir du succès en Roumanie, vous avez la possibilité de l'avoir. Nos clients – et nous en avons des centaines – dont la plupart sont des investisseurs étrangers – ont suivi ce conseil et ont obtenu les meilleurs résultats.

Gheorghe Musat
Avocat associé coordonnateur
Bucarest, Roumanie
1^{er} octobre 2003

Sommaire

Chapitre 1 Introduction	25
1. La Roumanie - Caractéristiques géographiques, population, culture ...	25
2. Histoire	25
3. Economie	26
4. Les investissements étrangers et la coopération avec les organismes économiques internationaux	26
5. Législation	27
6. Evolutions	27
Chapitre 2 Les commerçants	29
1. Aspects généraux	29
2. Les principales réglementations applicables	29
3. Les types de commerçants	30
4. Les sociétés commerciales	30
4.1. Les types de sociétés commerciales	30
4.2. L'enregistrement des sociétés commerciales	30
4.3. Le fonctionnement des sociétés commerciales	35
4.4. La modification de l'acte constitutif	40
4.5. La fusion et la scission	41
4.6. La dissolution et la liquidation	41
4.7. Le développement de l'activité des sociétés commerciales étrangères en Roumanie	42
5. Les régies autonomes	43
6. Les groupements d'intérêt économique (les „G.I.E.”)	44
6.1. Les groupements européens d'intérêt économique (les „G.E.I.E.”)	44
7. Les personnes physiques et les associations familiales	46

Chapitre 3 Le régime juridique des investissements	47
1. Aspects généraux	47
2. Les principales réglementations applicables	47
3. Les facilités dont l'applicabilité a cessé	48
4. Les catégories d'investissements	48
4.1. Les investissements directs	48
4.2. Les investissements de portefeuille	48
4.3. Les règles générales applicables aux investissements	48
5. Les catégories d'investisseurs	49
5.1. Les résidents	49
5.2. Les non-résidents	49
6. Le régime des investissements directs ayant un impact significatif sur l'économie	51
6.1 Notion	51
6.2. Les règlements spécifiques	51
6.3. Les facilités	52
7. Le régime des micro-entreprises	52
7.1. Notion	52
7.2. Les règlements spécifiques	53
7.3. Les facilités	53
8. Le régime des petites et moyennes entreprises	53
8.1. Notion	53
8.2. Les règlements spécifiques	53
8.3. Les facilités	54
9. Les investissements étrangers en Roumanie réalisés par l'achat de titres d'Etat	54
9.1. Notion	54
9.2. Les règlements spécifiques	54
9.3. Les facilités	54
10. Les zones défavorisées	54
10.1. Notion	54
10.2. Les règlements spécifiques	55
10.3. Les facilités	55
11. Les zones franches	56
11.1. Notion	56

11.2. Les règlements spécifiques	56
11.3. Les facilités	56
12. Les parcs industriels et les parcs scientifiques et technologiques	57
12.1. Définition	57
12.2. Les conditions de constitution	58
12.3. Les facilités	59
13. Les aspects internationaux relatifs aux investissements	60
Chapitre 4 La privatisation	61
1. Aspects généraux	61
2. Les principales réglementations applicables	61
3. Les institutions et les autorités ayant des attributions en matière de privatisation	62
3.1. Le Gouvernement	62
3.2. Les institutions publiques impliquées	62
3.3. L'Agence Roumaine pour les Investissements Etrangers	64
4. Les règles générales de privatisation	64
4.1. Les principes de la privatisation	64
4.2. Les règles générales	66
5. Les méthodes de privatisation	67
5.1. Les méthodes traditionnelles de privatisation	67
5.2. Les méthodes de privatisation récemment réglementées	71
6. La privatisation des fournisseurs des utilités	73
7. L'exécution du contrat de privatisation	73
7.1. La garantie de la réalisation des obligations assumées par le contrat de privatisation	73
7.2. Le caractère de titre exécutoire du contrat d'achat et vente d'actions et du contrat de garantie réelle mobilière	74
7.3. L'annulation du contrat de privatisation	74
8. La procédure d'administration spéciale et de surveillance financière ...	74
8.1. L'administration spéciale	74
8.2. La surveillance financière et les facilités financières	75
8.3. Mesures à caractère exceptionnel	76

9. Les agences de privatisation	76
9.1. Le rôle dans la privatisation	76
9.2. Les méthodes de sélection	76
10. Le contrôle post-privatisation	77
Chapitre 5 Le redressement judiciaire et la faillite	79
1. Aspects généraux	79
2. Les principales réglementations applicables	79
3. Les personnes soumises au redressement judiciaire et à la faillite	80
3.1. Les commerçants – personnes morales	80
3.2. Les coopératives commerciales et artisanales et leurs associations territoriales	80
3.3. Les sociétés commerciales	80
4. Les conditions obligatoires d'application des réglementations concernant la faillite	80
5. Les procédures	80
5.1. Le redressement judiciaire	81
5.2. La faillite	81
6. Les organismes qui appliquent les procédures de redressement judiciaire et de la faillite	82
6.1. Le tribunal	82
6.2. Le juge syndic	82
6.3. L'assemblée des créanciers	82
6.4. L'assemblée générale des associés / actionnaires	83
6.5. L'administrateur	83
6.6. Le liquidateur	83
7. La faillite bancaire	84
8. Certains aspects de droit international privé en matière d'insolvabilité	85
Chapitre 6 Le système fiscal	87
1. Aspects généraux	87
2. Les principales réglementations applicables	87
3. Les impôts directs	87
3.1. La législation applicable aux bénéficiaires obtenus par les sociétés commerciales	88

3.2. La législation applicable en matière des revenus des personnes physiques	93
4. Les impôts indirects	97
4.1. La taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	97
4.2. Les accises	100
4.3. Les droits de douane	101
5. L'impôt sur le revenu obtenu par les non-résidents. Eviter la double imposition	101
5.1. Les assujettis à l'impôt	101
5.2. L'objet de l'imposition	102
5.3. La modalité de calcul et de règlement de l'impôt	103
5.4. Les conventions pour éviter la double imposition	103
6. Les impôts et taxes locaux	104
6.1. Aspects généraux	104
6.2. Les contribuables	104
6.3. Les catégories d'impôts et taxes locales	104
6.4. Les facilités fiscales	106
7. Les droits judiciaires et extrajudiciaires de timbre, les droits de timbres pour l'activité notariale	106
7.1. Les droits judiciaires de timbre	106
7.2. Les droits extrajudiciaires de timbre	106
7.3. Les droits de timbre pour l'activité notariale	106
8. Les majorations de retard	107
8.1. Définition	107
8.2. Le taux des majorations de retard	107
8.3. Les principes de base qui régissent l'application des majorations de retard	107
9. La contestation des actes de contrôle financier	107
9.1. L'objet de la réglementation	107
9.2. Les voies de recours	107
10. Les facilités de paiement (les échelonnements)	108
 Chapitre 7 Le régime comptable	109
1. Aspects généraux	109
2. Les principales réglementations applicables	109

3. Les personnes ayant l'obligation d'organiser et diriger la comptabilité propre	109
4. Les activités réglementées par les normes juridiques comptables	110
5. Les réglementations concernant la langue et la monnaie des enregistrements comptables	110
6. Comptabilité du patrimoine	110
7. Les registres comptables	111
8. Les situations financières annuelles	111
9. Les règles concernant le bilan comptable, établies par la Loi sur les sociétés commerciales no. 31/1990	111
10. Les dispositions concernant les auditeurs des sociétés ouvertes, contenues dans l'Ordonnance du Gouvernement no. 28/2002 relative aux valeurs mobilières, aux services d'investissement financier et aux marchés réglementés	112
11. L'organisation de l'activité d'expertise comptable et des comptables autorisés	113
11.1. L'obtention de la qualité d'expert comptable et de comptable autorisé	113
11.2. Les attributions	113
11.3. Le Corps des Experts Comptables et des Comptables Autorisés de Roumanie	113
12. L'activité de contrôle financier	113
13. Les standards internationaux de comptabilité	114
Chapitre 8 Le marché bancaire	115
1. Aspects généraux	115
2. Les principales réglementations applicables	115
3. La Banque Nationale de la Roumanie (la BNR)	115
3.1. Les attributions de la BNR	116
3.2. Les opérations de la BNR	116
3.3. Le régime juridique applicable à la BNR	117
4. Les sociétés commerciales bancaires	117
4.1. La constitution et le fonctionnement des sociétés bancaires	117
4.2. Formes d'organisation de l'activité par les sociétés bancaires étrangères	119
4.3. Le secret professionnel	120
4.4. Les exigences prudentielles	121

4.5. Les transactions interdites aux banques commerciales	121
5. La privatisation des sociétés commerciales bancaires auxquelles l'Etat est actionnaire	122
5.1. Les modalités de privatisation	122
5.2. Les restrictions dans le processus de privatisation	122
6. L'organisation et fonctionnement de l'Autorité pour la Valorisation des Actifs Bancaires (l'AVAB)	123
7. Le fonds de garantie des dépôts dans le système bancaire	123
Chapitre 9 Le régime des devises	125
1. Aspects généraux	125
2. Les principales réglementations applicables	125
3. Les opérations en devises	125
3.1. Courantes	126
3.2. De capital	126
3.3. L'autorisation et la notification des opérations de capital à la BNR	127
4. Le marché des devises	129
5. Les participants au marché des devises	130
5.1. Les résidents	130
5.2. Les non-résidents	130
6. L'entrée et la sortie des sommes en numéraire de Roumanie (devises/ROL)	131
6.1. Les liquidités en devises effectives qui peuvent être introduites et sorties en/de Roumanie	131
6.2. L'entrée et la sortie des sommes en ROL en/de Roumanie	131
6.3. Les sanctions	131
7. Le droit des non-résidents de détenir des sommes en ROL	131
7.1. Les comptes de type A	132
7.2. Les comptes de type B	132
8. Le contrôle des opérations en devises	132
Chapitre 10 Le marché financier	133
1. Aspects généraux	133
2. Les principales réglementations applicables	133
3. La structure du marché financier	133
4. La Commission Nationale des Valeurs Mobilières (la CNVM)	134

5. Les bourses de valeurs	135
6. Autres marchés réglementés	135
7. Le contrôle des bourses de valeurs et des autres marchés réglementés	136
8. La cotation des valeurs mobilières	136
9. L'offre publique	136
10. Des règles spéciales pour les sociétés ouvertes	137
11. La transparence du marché et l'égalité des investisseurs	138
12. Le retrait obligatoire des marchés réglementés	138
13. Le fonds de compensation des investisseurs	139
14. Les sociétés de services d'investissements financiers	139
15. Les conseillers en investissements	141
16. Les systèmes de compensation, décompte, dépôt et enregistrement des instruments financiers	141
17. Les auditeurs financiers	141
18. Les organismes à pouvoir de réglementation propre	142
19. Les organismes de placement collectif en valeurs mobilières	142
Chapitre 11 Les rapports de travail et la sécurité sociale	145
1. Aspects généraux	145
2. Les principales réglementations applicables	145
3. Le contrat individuel de travail	145
3.1. La forme du contrat individuel de travail	145
3.2. L'information préalable sur les principales clauses du contrat de travail	146
3.3. Le respect du niveau minimal des droits	146
3.4. Les types spéciaux de contrat individuel de travail	146
3.5. Des clauses spéciales	147
3.6. La rémunération	148
3.7. L'horaire de travail	149
3.8. Les congés payés	149
3.9. La suspension du contrat individuel de travail	150
3.10. La cessation du contrat individuel de travail	150

3.11. Les mesures de protection sociale des salariés en cas du transfert du droit de propriété sur les actions ou les parts sociales	153
4. La responsabilité des salariés	154
4.1. Le règlement interne	154
4.2. La responsabilité disciplinaire	154
5. La possibilité des étrangers de travailler en Roumanie	155
6. Le contrat collectif de travail	155
6.1. L'obligation de négociation	155
6.2. La conclusion du contrat collectif de travail	156
6.3. Le contenu et enregistrement du contrat	156
6.4. La modification, suspension et cessation du contrat	156
7. Le dialogue social	157
7.1. Les syndicats	157
7.2. Les patronats	157
7.3. Le Conseil économique et social	157
7.4. Les conflits de travail	158
8. Le jugement des conflits et des litiges de travail	159
8.1. La composition de l'instance	159
8.2. Les règles procédurales dérogatoires du droit commun	160
9. La sécurité sociale	160
9.1. La contribution au système public de retraite et autres assurances sociales	160
9.2. La contribution au budget des assurances de chômage	161
9.3. La contribution au fonds d'assurances sociales de santé	161
9.4. La contribution au fonds national d'assurances pour accidents de travail et maladies professionnelles	161
9.5. La sanction de l'employeur en cas de non-virement des montants retenus à titre de contributions aux fonds d'assurances sociales	162
Chapitre 12 Le régime douanier	163
1. Aspects généraux	163
2. Les principales réglementations applicables	163
3. Les types de régime douanier	163

3.1. L'importation	164
3.2. L'exportation	165
3.3. Le transit de douane	165
3.4. L'entrepôt de douane	166
3.5. Le perfectionnement actif	166
3.6. Le perfectionnement passif	167
3.7. La transformation sous contrôle douanier	167
3.8. L'admission temporaire	167
4. L'établissement du régime douanier	168
5. Des plaintes et des contestations contre les actes des autorités douanières	168
6. Les procédures simplifiées de dédouanement	169
7. Le régime des zones franches	169
7.1. Les activités permises dans les zones franches	169
7.2. Des facilités accordées dans les zones franches	170
7.3. Des opérations financières dans les zones franches	170
Chapitre 13 La propriété intellectuelle	171
1. Aspects généraux	171
2. Les principales réglementations légales applicables	171
2.1. La propriété industrielle	171
2.2. La propriété littéraire et artistique	171
2.3. Les normes juridiques communes	172
3. Les autorités compétentes	172
3.1. L'Office d'Etat pour inventions et marques (l'„OSIM”)	172
3.2. L'Office Roumain pour les droits d'auteur (l'„ORDA”)	172
4. Les inventions	173
4.1. La brevetabilité	173
4.2. Le brevet d'invention	173
4.3. La durée de la protection	173
4.4. Les droits conférés par le brevet d'invention	174
4.5. Le transfert des droits	174
5. Les dessins et modèles industriels	174

5.1. Les conditions d'enregistrement	174
5.2. Le certificat d'enregistrement	174
5.3. La durée de la protection	175
5.4. Les droits conférés par le certificat d'enregistrement	175
5.5. Le transfert des droits	175
6. La topographie des semi-conducteurs	175
6.1. Les conditions d'enregistrement	175
6.2. Le certificat d'enregistrement	175
6.3. La durée de la protection	175
6.4. Les droits conférés par le certificat d'enregistrement	176
6.5. Le transfert des droits	176
7. Les marques	176
7.1. Les conditions d'enregistrement d'une marque	176
7.2. Le certificat d'enregistrement	176
7.3. La durée de la protection	177
7.4. Les droits conférés par le certificat d'enregistrement	177
7.5. Le transfert des droits	177
8. Le droit d'auteur	178
8.1. Les conditions de l'existence du droit d'auteur	178
8.2. L'objet du droit d'auteur	178
8.3. La durée de la protection	179
8.4. Les attributs du droit d'auteur	179
8.5. Le transfert du droit d'auteur	179
9. Les droits voisins	180
9.1. Les conditions d'existence	180
9.2. L'objet des droits voisins	180
9.3. La durée de la protection	180
9.4. Les attributs des droits voisins	181
9.5. Le transfert des droits voisins	181
9.6. Les organismes de gestion collective	181
10. La propriété intellectuelle des salariés	181
11. La protection de la propriété intellectuelle dans les opérations de dédouanement	181

Chapitre 14 La concurrence	183
1. Aspects généraux	183
2. Les principales réglementations applicables	183
3. Les autorités compétentes à appliquer la loi	184
4. Les concentrations économiques	184
4.1. La définition de la concentration économique. Les transactions considérées comme concentrations économiques La juridiction territoriale	184
4.2. La définition du contrôle	184
4.3. Le seuil du chiffre d'affaires	185
4.4. La position dominante	185
5. Les pratiques anticoncurrentielles	186
5.1. Les actes qui peuvent représenter des pratiques anticoncurrentielles au sens de la Loi no. 21/1996	186
5.2. La position dominante	186
6. Les sanctions	188
7. La concurrence déloyale	188
Chapitre 15 La gestion privée des biens et des services publics	191
1. Aspects généraux	191
2. Les principales réglementations applicables	191
2.1. Pour les concessions	191
2.2 Pour la gestion déléguée des services publics communaux	191
2.3. Pour le partenariat public-privé	191
2.4. Pour la location	191
3. La concession	192
3.1. Les règles générales applicables en matière de concessions	192
3.2. Des règles spéciales – des types particuliers de concessions	195
4. La gestion déléguée des services publics communaux	200
4.1. Aspects généraux	200
4.2. Les autorités compétentes	201
4.3. Les opérateurs de services publics locaux	201

4.4. La procédure de gestion déléguée	202
5. Le partenariat public-privé	202
5.1. Aspects généraux	202
5.2. Les types de partenariats	202
5.3. La procédure antérieure au contrat de partenariat public-privé	203
5.4. Le contrat de partenariat public-privé	204
5.5. Des facilités	205
6. La prise à bail (la location)	205
6.1. Les dispositions de principe	205
6.2. Des difficultés de procédure	206
Chapitre 16 Les assurances	207
1. Aspects généraux	207
2. Les principales réglementations applicables	207
3. Le contrat d'assurance	208
4. Les principales catégories d'assurances pratiquées par les sociétés d'assurance	208
4.1. L'assurance de biens	208
4.2. L'assurance des personnes	209
4.3. L'assurance de responsabilité civile	210
5. Les sociétés d'assurance, de courtage en assurance et de réassurance	211
5.1. La constitution des sociétés d'assurance	211
5.2. Le capital minimum exigé pour la constitution d'une société d'assurance	211
5.3. Les exigences spéciales imposées par la loi pour le fonctionnement des sociétés d'assurance et de réassurance	211
5.4. Les fonds de protection	212
5.5. Les courtiers d'assurance	213
5.6. Le registre des assureurs et des courtiers d'assurance	213
6. Les sociétés d'assurances étrangères en Roumanie	214
7. Les organes ayant des attributions dans le domaine des assurances ...	214
8. Le régime fiscal	215

Chapitre 17 La protection de l'environnement	217
1. Aspects généraux	217
2. Les principales réglementations applicables	217
3. La protection de l'environnement	217
3.1. Les autorités compétentes	217
3.2. Les obligations des personnes physiques ou morales	218
3.3. La responsabilité pour les activités portant atteinte à l'environnement	218
4. L'autorisation des activités ayant impact sur l'environnement	219
4.1. L'avis ou l'autorisation environnementale	219
4.2. Les bilans de l'environnement. Etudes de l'impact sur l'environnement	219
4.3. L'avis environnemental pendant le processus de privatisation	221
5. Le régime des produits et des substances toxiques et déchets de tout type	221
6. Le système national de surveillance des facteurs de l'environnement	222
Chapitre 18 Les litiges et arbitrages	223
1. Aspects généraux	223
2. Les principales réglementations applicables	223
3. L'organisation et le fonctionnement du système judiciaire	224
3.1. La structure, la composition et la compétence des instances	224
3.2. La procédure de jugement	227
4. L'exécution forcée	230
4.1. Considérations générales	230
4.2. Les organes d'exécution	231
4.3. Les titres exécutoires	231
4.4. La contestation à l'exécution	231
4.5. Le renversement de l'exécution	231
5. D'autres autorités avec activité juridictionnelle	232
5.1. Considérations générales	232
5.2. La Cour Constitutionnelle	232
5.3. La Cour des Comptes	232
6. L'arbitrage en Roumanie	232

6.1. La Cour d'Arbitrage Commercial International près de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Roumanie	232
6.2. Des catégories de litiges soumis à l'arbitrage	233
6.3. L'arbitrage ad-hoc	233
6.4. L'arbitrage international	234
6.5. La conciliation facultative	235
6.6. D'autres institutions roumaines d'arbitrage	235
Chapitre 19 Les opérations de crédit - bail	237
1. Aspects généraux	237
2. Les principales réglementations applicables	237
3. Définition	237
4. Les types d'opérations de crédit-bail	237
4.1. Le crédit-bail financier	237
4.2. Le crédit-bail opérationnel	238
4.3. Le contrat de crédit-bail	238
5. Les sociétés de crédit-bail	238
6. Le régime douanier	239
7. Le régime fiscal	239
8. Le régime des devises	240
Chapitre 20 Les garanties réelles	241
1. Aspects généraux	241
2. Les principales réglementations applicables	241
3. Les garanties réelles immobilières (hypothèques)	241
3.1. L'hypothèque réglementée par le Code civil	241
4. Les garanties réelles mobilières	242
4.1. La réglementation classique	242
4.2. La réglementation moderne	243
Chapitre 21 Les communications électroniques	247
1. Aspects généraux	247
2. Les principales réglementations applicables	247

3. Les autorités publiques ayant des compétences dans le domaine des télécommunications	248
3.1. L'autorité de réglementation	248
3.2. Le Ministère des Communications et de la Technologie de l'Information	249
3.3. L'Inspectorat Général pour les Communications et pour la Technologie de l'Information	249
4. Le régime d'autorisation générale et les licences	250
4.1. Le régime d'autorisation générale	250
4.2. Les licences	251
5. Les règles applicables aux fournisseurs significatifs sur le marché des réseaux	251
6. Les règles concernant le règlement des litiges intervenus entre les fournisseurs	252
7. L'accès aux réseaux de communications électroniques et à l'infrastructure associée et leur interconnexion	253
8. Les droits d'accès aux immeubles	254
9. Le principe du service universel et de la protection des utilisateurs	255
10. La procédure de consultation	255
Chapitre 22 L'énergie	257
1. Aspects généraux	257
2. Les principales réglementations applicables	258
3. L'énergie électrique et thermique	258
3.1. Le régime juridique général de l'énergie électrique	258
3.2. Le régime juridique spécial de l'énergie thermique centralisée	266
4. Les ressources énergétiques	268
4.1. Le pétrole	268
4.2. Les gaz naturels	271
4.3. Les ressources minérales	274
Chapitre 23 La publicité	277
1. Aspects généraux	277
2. Les principales réglementations applicables	277

3. Les formes de publicité interdite	277
4. Le régime juridique de la publicité trompeuse et de la publicité comparative	278
5. Des dispositions spéciales concernant la publicité sur certains produits	278
6. Le régime juridique des sanctions applicables en cas de violation des dispositions légales	280
7. La publicité diffusée par l'audiovisuel et le télé-achat	280
Chapitre 24 Le commerce électronique	283
1. Aspects généraux	283
2. Les principales réglementations applicables	283
3. Les services de la société informationnelle. Les principes de fourniture des services de la société informationnelle	284
3.1. Les prémisses	284
3.2. Les règles de fourniture des services informationnels	284
4. La transmission des informations relatives aux fournisseurs de services de la société informationnelle	285
5. Les communications commerciales effectuées par courrier électronique	285
6. La conclusion des contrats par moyens électroniques	286
7. La responsabilité et les obligations des fournisseurs de services	286
7.1. Les prémisses	286
7.2. Le stockage antémémoire	286
7.3. Le stockage d'hébergement	287
8. Les conditions de conclusion d'un contrat à distance	287
9. Le droit de dénoncer unilatéralement un contrat à distance	288
10. Le régime juridique des écrits sous forme électronique	289
11. La fourniture des services d'attestation de la signature électronique ..	290
11.1. Des règles générales	290
11.2. Les services d'attestation qualifiée	290
12. Les acquisitions publiques par appel d'offre électronique	291
12.1. Les principes	291
12.2. La procédure de l'appel d'offre électronique	292

Chapitre 25 Les marchés réglementés de marchandises et d'instruments financiers dérivés	293
1. Aspects généraux	293
2. Les principales réglementations applicables	293
3. La société de bourse	293
4. Les bourses de marchandises	295
5. Les opérateurs aux bourses de marchandises	295
5.1. Les membres de la bourse de marchandises	295
5.2. Le trader	296
5.3. Le courtier	296
6. Les transactions à la bourse de marchandises	296
6.1. Les marchés au comptant	296
6.2. Les marchés d'instruments financiers dérivés	296
7. La compensation et le décompte des opérations bancaires	297
Chapitre 26 La propriété immobilière	299
1. Aspects généraux	299
2. Les principales réglementations applicables	299
3. La propriété foncière	300
3.1. L'acquisition du droit de propriété immobilière par les étrangers	300
3.2. Les instruments juridiques	300
3.3. Des particularités relatives aux immeubles nationalisés	305
4. Le régime juridique des constructions	307
4.1. L'acquisition du droit de propriété sur les constructions par les étrangers	307
4.2. Les instruments juridiques nécessaires à la réalisation des constructions	307
4.3. La procédure d'autorisation des constructions	308
Chapitre 27 Les acquisitions publiques	311
1. Aspects généraux	311
2. Les principales réglementations applicables	311
3. Les parties au contrat d'acquisition publique	311

4. Des situations où l'autorité contractante n'est pas obligée à appliquer les dispositions de l'OUG no. 60/2001	312
5. Les types de contrats	313
6. Les procédures d'attribution des contrats d'acquisition publique	314
7. La publicité de la procédure d'attribution du contrat d'acquisitions publiques	316
8. Les critères que le déposant de l'offre/le candidat doit accomplir pour pouvoir participer à la procédure pour l'attribution du contrat d'acquisitions publiques	316
9. La documentation nécessaire pour l'élaboration et la présentation de l'offre	317
10. L'annulation de l'application de la procédure pour l'attribution du contrat d'acquisition publique	317
11. La conclusion du contrat d'acquisition publique	318
12. Les voies d'attaque contre la procédure	318